

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51176

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Möglichkeit der Zivilehe und die »Entlastung der Hebammen von kirchlich-religiösen Pflichten«, was zugleich ihre Unterstellung unter die Magistrate und die Mediziner bedeutete. Neben Gründen, die in der calvinistischen Theologie wurzeln, macht Vf. jedoch auch realpolitische Faktoren für die genannten Erscheinungen verantwortlich (die Tatsache, daß die Calvinisten nur etwa 50% der Bevölkerung ausmachten, sowie das Fehlen eines starken, bürokratisch-zentralistischen Staates). Interessant ist die abschließende hypothetische Frage, ob die Niederlande nicht deshalb »moderner« waren als andere europäische Staaten, weil sie stärker in alten, vorabsolutistischen, mittelalterlichen Strukturen wurzelten.

Indem Volker PRESS im abschließenden Beitrag die Rolle der Städte für die territoriale Konfessionsbildung beleuchtet, lenkt er den Blick wieder zurück in allgemeine, nicht regional gebundene Probleme (Stadt und territoriale Konfessionsbildung, S. 251–296). Die Ausbreitung der reformatorischen Bekenntnisse vollzog sich – ausgehend von führenden Städten als geistigen Zentren (Straßburg, Augsburg, Nürnberg, Leipzig, Wittenberg) – »entlang von überkommenen Kommunikationswegen, gemäß territorialen Abhängigkeiten, entsprechend alten Bildungsbeziehungen« (S. 292). Träger der neuen, reformatorischen Gedanken waren die bürgerlichen Räte der Landesherrn, die sich aus eben jenen Städten rekrutierten. Andererseits diente das Bekenntnis zur Identifikation des neuen Beamtenstandes, es wirkte als »Kollektivbewußtsein« einer sich formierenden sozialen Gruppe. Räte und Beamte wurden in der Folgezeit zu Stützfeilern der jeweiligen Konfession gegen alle Veränderungsbestrebungen. Eine gleiche Bedeutung erlangten die Beamten – wenngleich mit einer zeitlichen Verzögerung – auch in den katholischen Territorien.

Der Münsterer Sonderforschungsbereich für vergleichende geschichtliche Städteforschung hat erneut zwei gewichtige Veröffentlichungen vorgelegt. Sie verlangen vom Leser gewiß einige Geduld bei der Lektüre und – wie stets bei Sammelbänden – ein oftmaliges Sicheinstellen auf verschiedenartige Probleme und Bereiche. Tut er dies, wird er in beiden Bänden eine reiche Information und zahlreiche Anregungen finden.

Horst BUSZELLO, Freiburg/Br.

Nannerl O. KEOHANE, *Philosophy and the State in France. The Renaissance to the Enlightenment*, Princeton (University Press) 1980, 501 p.

A première saisie, ce copieux volume se présente comme une histoire des doctrines politiques en France, du XVI<sup>e</sup> siècle aux années cinquante du XVIII<sup>e</sup>, analogue par exemple à l'ouvrage classique proposé jadis par H. Sée. La lecture peut confirmer cette impression : de Claude de Seyssel à Rousseau, tous les grands noms de la pensée politique sont évoqués, rapidement présentés, remis en perspective. Ce serait pourtant une erreur de n'y voir qu'un simple manuel, se satisfaisant de mettre à plat les différents systèmes. Deux principes directeurs sous-tendent le livre. D'une part une volonté de rectification diachronique. L'auteur s'insurge, à juste titre selon nous, contre la tendance trop fréquente à morceler l'époque au rythme des siècles et par exemple à isoler le XVII<sup>e</sup> siècle comme un monolithe d'absolutisme, entre les convulsions du XVI<sup>e</sup> et le libéralisme des Lumières. Tout au contraire, le XVII<sup>e</sup> siècle lui paraît le lieu de mûrissement des doctrines, où se retrouvent les trois grandes formes de la pensée politique distinguées dans le livre (constitutionnalisme, absolutisme, individualisme). Implicitement, il est ici admis qu'il n'y a pas de révolution brutale dans le domaine des idées politiques, mais lente maturation de quelques problèmes fondamentaux qui définissent un espace épistémologique. Or, seconde idée-force, le meilleur moyen d'observer cette évolution n'est pas l'analyse des macrostructures, mais celle de la composante minimale de tout système : l'homme, individu et citoyen. Ce parti-pris permet de saisir d'un même regard les deux domaines de la pensée – philosophie et politique

– qui tentent de résoudre par leurs voies propres les mêmes problèmes. La philosophie de l'âge classique découvre un individu égoïste, mû par l'«amour-propre», qu'on pourrait croire irréductible à la vie sociale. L'observateur politique, au contraire, constate que cet individualiste vit en société. Mieux même, il va chercher à établir pour lui la meilleure forme de vie collective. Mais il le fera à partir de ce postulat philosophique premier. De là peuvent naître toutes les variantes du prisme politique, de l'absolutisme le plus intransigeant au laisser-faire caractérisé, car il s'agit toujours au fond de trouver le meilleur moyen de faire servir l'élan égoïste toujours à l'œuvre dans le Moi, à la réalisation harmonieuse du bien collectif.

Cette vision d'ensemble, d'ailleurs moins systématique dans le détail qu'elle n'est ici présentée pour les besoins de l'exposition, n'empêche pas le livre de satisfaire à son ambition initiale. Il y a bien survol des doctrines, avec les inévitables limites du genre. La vingtaine de pages consacrée respectivement à Montesquieu et à Rousseau n'apprendra sans doute pas grand chose aux connaisseurs des deux écrivains, encore que de les replacer dans une perspective séculaire ne soit pas sans profit. L'auteur, inévitablement pour un si long parcours, a dû se trouver des guides, tels l'excellent W. F. Church pour le XVI<sup>e</sup> siècle, et a l'honnêteté de le reconnaître. On remarquera à ce propos un penchant quelque peu excessif à retenir avec prédilection la critique anglo-saxonne. Par exemple, les ouvrages de Thuau et de Carcassonne, essentiels pour le sujet et d'ailleurs cités, ne semblent guère utilisés. Mais le livre est visiblement pensé pour un public anglophone, ce qui amène à traduire toutes les citations, choix qui se justifie, même s'il provoque un effet quelque peu curieux sur le lecteur français.

Relève aussi du genre, la tendance à se situer dans un empyrée des idées, où les doctrines naissent et croissent en quelque sorte spontanément. L'auteur paraît d'ailleurs y avoir été sensible et a disposé de loin en loin quelques pages sur la situation historique de l'époque étudiée. On remarque enfin la tentation de retenir d'abord les écrivains dont les conceptions se laissent plus aisément cerner en quelques pages, en somme ceux qui proposent déjà une pensée en forme de corps de doctrine. Absence significative : Montesquieu et Rousseau, on l'a vu, ont droit à un développement autonome, mais pas Voltaire, qui aurait eu portant, même dans la ligne suivie, bien des choses à dire.

On se plaira en définitive à saluer la remarquable ampleur de l'enquête, l'aspect fructueux d'une approche qui permet d'étudier d'un même point de vue les auteurs attendus (par exemple, pour le XVII<sup>e</sup> siècle, Richelieu, Bossuet ou Fénelon) et d'autres, tels Nicole, Pascal ou La Bruyère, que les prédécesseurs de N. O. Keohane n'ont guère songé à retenir. L'exposé, commodément fractionné en petits sous-chapitres, a cette clarté dans l'exposition, ce souci de toujours penser à faciliter le travail du lecteur, qui caractérise en général la bonne critique américaine. S'inscrivant dans une lignée qui a ses classiques, cet ouvrage ne la dépare pas et fournit une mise au point qui ne sera pas utile qu'au public anglo-saxon auquel il était plus spécialement destiné.

Henri DURANTON, Saint-Etienne

Paolo PRODI, *Il sovrano pontefice. Un corpo e due anime: la monarchia papale nella prima età moderna*, Bologna (Società editrice il Mulino) 1982, 414 S. (Annali dell'Istituto storico italo-germanico Monografia, 3).

Daß die römische Kirche als Prototyp des modernen Staates und das Papsttum als Modell des Absolutismus gedient hat, ist der Forschung nichts Neues. Aber diese Perspektive ist auf das Mittelalter begrenzt und der Kirchenstaat wird demgemäß in derartige Überlegungen nicht einbezogen. Man tut so, als sei das Papsttum mit der Reformation aus der Weltgeschichte ausgeschieden und der Kirchenstaat von Anfang an dazu bestimmt, unter der Pfaffenherrschaft vom italienischen Mittelstaat zum kläglichen Duodezfürstentum zu verkommen. Delumeau hat